

# VULGARISATION ET PERENNISATION DES CANTINES SCOLAIRES DANS L'OUEST DE LA COTE D'IVOIRE : DEFI POUR UNE PERFORMANCE SCOLAIRE

**DIARRASSOUBA Mamadou**

*Université Péléforo Gon Coulibaly de Korbogo/ Côte d'Ivoire  
bassouradia@gmail.com*

## Résumé

*Le gouvernement ivoirien, qui a adopté dès 2000 une déclaration de politique intitulée « programme intégré de pérennisation des cantines scolaires (PIP/CS), vise à aider les communautés villageoises à s'approprier progressivement le fonctionnement des cantines scolaires. Ainsi, la Direction Nationale des Cantines Scolaires (DNCS), à travers cet ambitieux programme national, prévoit pérenniser les unités scolaires alimentaires. Dès lors, l'objectif de cette étude est d'évaluer les actions et conditions de vulgarisation et pérennisation des cantines scolaires de la région ouest de la Côte d'Ivoire. De ce fait, quelle est la stratégie de vulgarisation et de pérennisation des cantines scolaires de cette région du pays ? Une étude d'évaluation réalisée auprès de 14 groupements de femmes de la région ouest, a révélé que l'approvisionnement en vivres des cantines scolaires a eu un impact positif sur les résultats scolaires des élèves et de surcroît a contribué à lutter contre la faim au sein des communautés rurales. En outre, le modèle de vulgarisation adopté « processus d'adoption » sur la base des facteurs de pérennisation identifiés, a permis de vulgariser l'innovation (expérience des groupements de production de femmes) au-delà de la région ouest du pays.*

**Mots clés :** *vulgarisation, pérennisation, cantines scolaires*

## Abstract

*The Government of Côte d'Ivoire, which in 2000 adopted a policy statement entitled "Programme intégré de pérennisation des cantines scolaires" (PIP/CS), aims to help village communities gradually take ownership of the operation of school canteens. Thus, the National Directorate of School Canteens (DNCS), through this ambitious national programme, plans to make school canteens sustainable. Therefore, the objective of this study is to evaluate the actions and conditions of popularization and sustainability of school canteens in the western region of Côte d'Ivoire. Therefore, what is the strategy for the extension and sustainability of school canteens in this region of the country? An evaluation*

*study carried out among 14 women's groups in the western region revealed that the provision of food in school canteens has had a positive impact on students' academic performance and has also helped to combat hunger in rural communities. In addition, the extension model adopted "adoption process" on the basis of the identified sustainability factors, made it possible to extend the innovation (experience of women's production groups) beyond the western region of the country.*

**Key words:** *extension, sustainability, school canteens*

## Introduction

Depuis son indépendance, la Côte d'Ivoire ambitionne d'améliorer les performances éducatives des apprenants de son système éducatif. Pour ce faire, la Direction Nationale des Cantines Scolaires (DNCS, 2012) veut accroître les capacités d'accueil de ses cantines scolaires et bonifier leur fonctionnement. Elle entend relever ce défi avec l'appui du Programme Alimentaire Mondiale (PAM) qui depuis 2009 offre des repas équilibrés à 970.000 rationnaires.<sup>1</sup> La Côte d'Ivoire qui comptait jusqu'en 2017 un effectif de 5522 cantines scolaires avec un taux de couvertures de 50%, vise à fournir un repas chaud à tous les enfants, tous les 120 jours ouvrables moyennant une participation financière de 25 F CFA et aussi offrir aux plus démunis des bourses alimentaires.<sup>2</sup>

Suite à l'annonce faite par le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) en 1999 d'amorcer son retrait progressif de l'approvisionnement des cantines en vivres, le gouvernement de Côte d'Ivoire envisage à travers son Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires (PIPSC/ 1998) initié par la Direction Nationale des Cantines Scolaire (DNCS), d'accélérer l'appropriation communautaire des unités scolaires alimentaires.<sup>3</sup> En effet, ce programme vise à aider les

---

<sup>1</sup> PNUD, programme intégré des cantines scolaires, rapport final juillet 2010, p.9

<sup>2</sup> DNCS/ Côte d'Ivoire, en route pour la pérennisation des cantines scolaires, JFL Consultant 2016, p.16

<sup>3</sup> DNCS/ Côte d'Ivoire, SABER rapport pays, 2016, p.10

communautés villageoises à s'approprier progressivement le fonctionnement de leurs cantines scolaires à la fois dans son approvisionnement et son mode de gestion en faisant de celle-ci un vecteur de développement local. Dans cette perspective, nous posons comme postulat de base que l'implantation des cantines scolaires attirent les enfants à l'école et les aident à se concentrer, à mieux apprendre et avoir de meilleurs résultats. De ce fait, quelle est la stratégie de vulgarisation et de pérennisation des cantines scolaires ? En d'autres termes, quelle est la stratégie de mobilisation des communautés rurales pour la prise en charge des cantines scolaires dans l'ouest de la Côte d'Ivoire ?

Cette étude qui s'appuie sur le modèle de vulgarisation du « processus d'adoption » permettra d'élucider la question de la vulgarisation et pérennisation des cantines scolaires dans l'ouest de la Côte d'Ivoire.

Le présent article s'articule autour de trois parties : la première est consacrée à l'approche méthodologique, la deuxième est relative aux résultats de l'étude et enfin la troisième partie, aborde la discussion liée à la vulgarisation et à la pérennisation des cantines scolaires.

## **I. Matériels et méthodes**

La méthodologie utilisée pour élucider cette thématique est caractérisée par la combinaison des approches qualitatives et quantitatives. En effet, la problématique de la vulgarisation et la pérennisation des cantines scolaires s'inscrit aussi bien dans le champ de la recherche en sciences sociales que des sciences de l'information et de la communication. Pour ce faire, le caractère interdisciplinaire de cette thématique nous autorise à recourir à plusieurs approches afin de mieux cerner cette problématique.

### ***1.1 Présentation de la zone d'étude***

Ce travail a pour zone d'étude la grande région ouest de la Côte d'Ivoire. Situées à l'ouest de la Côte d'Ivoire, les régions des 18 Montagnes et du Guémon jouxtent la Guinée et le Libéria. La région des 18 Montagnes a une superficie de 16 600 km<sup>2</sup> et une population estimée à 1.334.387 habitants en 2018.<sup>4</sup> En outre, la population autochtone de ladite localité est composée en majorité de « Dan », communément appelés Yacouba, Toura et Wobé. On y retrouve des allochtones issus de divers régions du pays ainsi que de nombreux ressortissants de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Quant à la région du Guémon, elle a une superficie de 14 150 Km<sup>2</sup> et une population estimée à 737 699 habitants selon le RGPH de 2018.<sup>5</sup> Cette région est essentiellement composée de Guéré, toutefois l'on peut relever la présence d'allochtones et de ressortissants de l'Afrique de l'ouest. Avec pour chef-lieu la ville de Guiglo, les départements de la région sont : Duékoué, Toulepleu et Bolequin.

Le brassage des populations observé dans la région ouest de la Côte d'Ivoire est vécu également au niveau des groupements de production où l'on retrouve aussi bien des autochtones, des allochtones et même des ressortissants de pays limitrophes cohabitant ensemble.

### ***1.2 Méthode et outils de collecte utilisés***

La méthodologie utilisée pour les besoins de cette étude se décline à la fois en une approche quantitative et qualitative. L'objectif de cette double approche est de capitaliser les avantages de chacune d'elle pour un meilleur éclairage de la vulgarisation et la pérennisation des cantines scolaires dans

---

<sup>4</sup> Institut National de la Statistique (INS), rapport du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), Côte d'Ivoire, 2018, p. 47

<sup>5</sup> Idem, 2018, p. 39

Pouest de la Côte d’Ivoire. Les principales techniques de collecte utilisées sont les suivantes : d’une part, les enquêtes par administration de questionnaires pour le volet quantitatif et d’autre part, les entretiens semi-directifs et les entretiens de groupes (focus groups) relatifs au volet qualitatif de l’étude.

Dans le cadre de cette étude d’évaluation, la population cible est composée de :

- Cible principale : bénéficiaires (groupements de production des femmes et élèves) ;
- Cible secondaire : directeurs d’école, gérants de cantines, présidents de COGES et (CESAC/CRESAC)

Les différents types d’outils de collecte sont présentés dans le tableau 1 suivant en fonction des cibles.

**Tableau 1 : Outils de collecte par type d’enquête et par cible**

Type d’enquête	Populations cibles/ Infrastructures	Outils de collecte
Enquête auprès des bénéficiaires	Membres des groupements de production, élèves	Guide d’entretien de focus group
Enquête auprès des différents intervenants dans le système	Directeurs d’école, gérants de cantines, Président de COGES, animateurs CESAC/CRESAC	Entretiens semi-structurés
Enquête relative aux effectifs des membres des groupements	Membres des groupements de production	Questionnaires
Enquête relative aux productions agricoles et animales	Groupements de production	Questionnaires

Enquête relative aux effectifs enseignants	Enseignants titulaires et bénévoles	Questionnaires
Enquête relative aux infrastructures de cantine	Réfectoire, cuisine, magasins de stockage des vivres	Grille d'observation

**Source** : vulgarisation et pérennisation des cantines scolaires dans l'ouest de la C. I

### ***1.2.1 Collecte des données***

Cette étude évaluative de type CAP, s'inscrit dans le schéma de Ghiglione (R) et Matalon (B) qui affirme que : « Ce qui est important dans un échantillon, c'est de s'assurer de la validité ainsi que la représentativité des personnes interrogées et vérifier qu'aucune situation importante pour le problème traité n'a été omis lors du choix des sujets (Ghiglione R, 1997) ».<sup>6</sup>

Pour ce qui est de l'échantillonnage, il a été convenu avec toutes les parties impliquées (DNCS/CI, DREN PNUD) de visiter 14 localités ou groupements de productions de femmes sur les 50 que compte la région ouest du pays. Un groupement de production de femmes étant composé d'au moins 15 et au plus de 70 personnes.

La collecte de données de terrain a été effectuée dans la période du 23 Mai au 1<sup>er</sup> juin 2019. Elle a été conduite par le consultant assisté de l'assistant terrain (zone ouest) du PNUD et du point focal (zone ouest) de la DNCS.

Au total, quatorze (14) localités issues de ces IEP à savoir Kricouma, Fagnapleu, Blolé, Bantégouin, Bogouiné 2, Gouékangouiné, Trinlédéapleu,, Mangouin, Kabacouma,

---

<sup>6</sup> Matalon (B) et Ghiglione (R), les enquêtes sociologiques : théories et pratiques, Paris, ed Armand Colin, 1997, p.24

Mahapleu 3, Floleu, Kouêpleu, Goya 1 et Dahoua ont été visitées par la mission.

### ***1.2.2 Méthode d'analyse des données***

Pour l'analyse des données, nous avons eu recours au logiciel Excel version 2017 en ce qui concerne la saisie des données des questionnaires et du logiciel SPSS (version 2015) pour leur traitement. Quant aux données recueillies par les guides d'entretien semi-structurés, elles ont été traitées sur la base d'un dépouillement et d'une analyse thématique en fonction des fréquences d'apparition. Pour ce qui est des focus groups, les données ont été d'abord transcrites ensuite codifiées et enfin dépouillées. L'analyse du contenu s'est faite selon la fréquence d'apparition des thèmes.

## **II. Résultats**

Les principaux résultats de cette étude s'articulent autour de l'impact des cantines scolaires sur les bénéficiaires et le mode opératoire du modèle de vulgarisation.

L'impact des cantines scolaires sur les bénéficiaires vise essentiellement les indicateurs d'évaluation scolaire, notamment la scolarisation, le taux de redoublement, le taux d'abandon et le taux de réussite à l'école. A cela s'ajoutent la lutte contre la faim et la pauvreté au niveau des communautés.

Le modèle de vulgarisation du « processus d'adoption » conformément aux facteurs de pérennisation identifiés, a permis de partager une expérience participative des femmes dans des groupements de production de l'Ouest de la Côte d'Ivoire avec celles des autres régions du pays.

## ***II.1 Examens des différents effets liés au fonctionnement de la cantine scolaire***

### **▪ Effectif des membres des groupements**

Les groupements de production des vivriers sont composés majoritairement de femmes (1755) soit 79,70% d'autant qu'ils ont été créés à l'origine pour celles-ci. Quant à l'effectif des hommes, il représente 447 soit 20,29% des membres des groupements. Les femmes affirment qu'elles se sentent plus proches des préoccupations des enfants plus que les hommes en raison du lien affectif dû à l'instinct maternel. Ceci est illustré à travers les propos suivants : « *quand un enfant a faim, c'est au pied de sa mère qu'il vient pleurer et c'est ce qui nous a motivé à former ces groupements et à bien travailler* » Bogouiné 2. En outre, les répondants ont mis l'accent sur l'esprit d'entraide communautaire et de cohésion sociale qui a émergé avec la création des groupements de production vivrière. Cependant, il est à noter une décroissance au niveau des effectifs de femmes depuis ces dernières années (2017, 2018, 2019). Les défections constatées au niveau des membres s'expliquent d'une part, par la rudesse des travaux champêtres et d'autre part, par les difficultés rencontrées par certains groupements pour approvisionner les cantines qui regorgent un grand nombre de rationnaires envoisinant les 150 à 250.



*Tableau 2 : effectif des membres des groupements sur les 3 années*

			Effectif des membres groupements					
			2017		2018		2019	
IEP	Ecoles	Groupements	F	H	F	H	F	H
Man 1	Kricouma	Zoyékolé	27	6	27	6	27	6
	Blolé	Koualy	31	19	22	10	22	10
Man 2	Fagnampléu	Fagnam	104	20	104	20	104	20
	Bantégouin	Gpt Mixte	52	8	52	8	37	5
	Bogouiné 2	Kouado	26	13	19	13	19	13
Biankouma	Mangouin	Benkeléma	30	12	30	31	30	10
	Kabakouma	Kayagoh	14	9	8	8	7	7
Logoualé	Goueukangouiné	AFD-Kouado	37	12	37	12	37	12
	Trinlé-Déapleu	Zogban	76	4	76	4	75	4
Danané	Mahapleu 3	Keukoleu	38	1	35	1	35	1
Zouan-Houmien	Kouèpleu 2	Zoueudo	40	8	40	6	30	6
	Foleu	Keukoleu	65	22	46	12	46	19
Guiglo	Goya 1	Kouado	112	8	24	8	24	8
Duékoué	Dahoua	Minh-gohi	30	15	30	15	30	15
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>682</b>	<b>157</b>	<b>550</b>	<b>154</b>	<b>523</b>	<b>136</b>

**Source :** Vulgarisation et pérennisation des cantines scolaires dans l'Ouest de la C.I

Les principales spéculations pratiquées dans les régions des 18 Montagnes et du Guémon sont le riz de bas-fonds, le riz de plateau, le manioc, le maïs et les produits maraîchers. Afin de mieux apprécier les productions des groupements rencontrés, l'analyse prendra en compte les productions de trois années (2017, 2018, 2019) de l'ensemble des groupements visités.

Les superficies exploitables sont importantes même si l'on a enregistré une baisse significative au cours de l'année 2018,

cette situation est consécutive à l'introduction de l'élevage comme activité additionnelle au niveau de tous les groupements de production de vivrière.

En outre, les productions totales (304,44 t) soit un taux de progression de 36,56% se sont améliorées sur l'ensemble des trois années considérées. Quant aux besoins totaux des cantines, ils s'estiment à 79,945 t au terme de la troisième année (2019). Pour ce qui est de la proportion de dons en termes d'approvisionnement des cantines scolaires par les groupements de production, elle s'élève à 72,60%. Ce qui revient à dire que les groupements de production sont parvenus à approvisionner les cantines scolaires à plus de 70% au terme des trois années considérées soit un taux de progression de 37,73%.

En ce qui concerne l'élevage, l'on observe une prédominance du porc et de la volaille. A l'instar de ces deux types d'élevages, se trouve celui des ovins en particulier les moutons.

**Tableau 3 :** Effectif des productions et dons à la cantine scolaire sur les 3 années

			Effectif des productions et dons à la cantine scolaire (2017, 2018, 2019)			
IEP	Localités	Sup totale	Production total	Dons	BTC	% Don
Man 1	Kricouma	3,5	4,5	4,9	7,095	69,06
	Blolé	2,75	4,8	3,5	4,935	70,92
Man 2	Fagnamplou	2	2,4	2	4,81	41,58
	Bantégouin	6	11,9	4,5	5,175	86,96
	Bogouiné 2	6	11,9	4,2	4,74	88,61
Biankouma	Mangouin	1	2	4,1	6,42	63,86
	Kabakouma	1	2,5	3,9	4,24	91,98
Logoualé	Goueukangouiné	8,5	37,5	4,6	5,68	80,89
	Trinlé-Déapleu	2,5	5,75	4,1	6,81	60,21
Danané	Mahapleu 3	33	212,5	6,25	7,15	87,41
Zouan-Hounien	Kouèpleu 2	1,75	5	4,8	5,67	84,66
	Floleu	1	1,5	4,7	6,37	73,78
Guiglo	Goya 1	4,5	3,44	4,6	5,95	77,31
Duékoué	Dahoua	3,5	3,75	1,89	4,9	38,57
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>77</b>	<b>309,44</b>	<b>58,04</b>	<b>79,945</b>	<b>72,6</b>

**Source :** Vulgarisation et pérennisation des cantines scolaires dans l'ouest de la C.I

#### ▪ Infrastructures des cantines scolaires

A l'aide d'une grille d'observation, les éléments figurant dans le tableau ci-dessous ont été relevés au niveau des 14 localités visitées.

Il ressort du tableau 3 que la majorité (10) des réfectoires de cantines scolaires est construite en ciment. Cependant, il faut noter que les autres localités (04) ont leurs réfectoires construits en semi-dur à partir d'un mélange de terre et de ciment. En ce qui concerne la cuisine, seules 07 localités ont leurs cuisines construites en dur. Pour le reste, il s'agit de

cuisines en semi-dur présentant quelquefois des fissures par endroit. Si la majorité est construite en ciment, il en existe en semi-dur. Toutefois, il a été donné de constater qu'au niveau de certaines localités, l'arrière-bureau du directeur de l'école fait office de magasin pour le stockage des vivres.

En ce qui concerne la disposition des vivres au sein du magasin, force est de constater que les vivres sont entreposés selon les prescriptions de la Direction Nationale des Cantines Scolaires (DNCS) sur des palettes en laissant un espace d'aération entre le mur et les denrées. Il faut noter que tous les magasins de stockage des vivres présentaient ces mêmes caractéristiques.

**Tableau 4** : infrastructures de cantines scolaires

Localités	Réfectoires	Cuisine	Magasin
Krikouma	En dur	En dur	ARB (arrière bureau)
Blolé	En dur	En dur	En dur
Fagnampléu	En Géo- béton	En Géo-béton	Géo-béton
Bantégouin	En dur	En dur	En dur
Bogouiné 2	En semi-dur	En semi-dur	ARB (arrière-bureau)
Mangouin	En dur	En semi-dur	En dur
Kabakouma	En dur	En dur	En dur
Goueukangouiné	En semi-dur	En semi-dur	En dur
Trinlé-Déapleu	En Géo-béton	En Géo-béton	En dur
Mahapleu 3	En semi-dur	En semi-dur	En semi-dur
Kouèpleu	En semi-dur	En semi-dur	En semi-dur
Foleu	En dur	En dur	En dur
Goya 1	En dur	En dur	En dur
Dahoua	En dur	En dur	En dur

**Source** : vulgarisation et pérennisation des cantines scolaires dans l'Ouest de la C.I

### ▪ **Mode de fonctionnement des cantines scolaires**

Il ressort des différents entretiens que le gérant de la cantine scolaire doit remplir les critères suivants : il doit être un enseignant titulaire et ne doit pas tenir une classe de CM2. Le gérant de la cantine scolaire détient un cahier ou registre (CP1 au CM2) avec lequel il procède dès l'entame des enseignements à la collecte des fonds représentant le coût de la ration alimentaire par niveau d'étude. Une fois cette phase terminée, le gérant fait le point avec la cantinière pour déterminer exactement le nombre de rationnaires prévus pour la journée. Puis s'ensuit la phase de la composition du menu du jour à partir de calculs faits selon certaines normes nutritives prédéfinies par la DNCS à savoir 150 gr de riz, 150 gr de maïs, 30 gr d'haricot, 20 gr de poisson, 10 l d'huile etc. en rapport avec l'effectif de rationnaires déterminés.<sup>7</sup>

Les menus sont généralement composés de repas de riz, de maïs, de manioc sous sa forme de pâte fermentée « placali » ou de couscous de manioc « attiéké » et les protéines animales (volaille, bœuf, poisson etc.). Toutefois, il faut noter que d'une manière générale, les rationnaires n'apprécient pas la consommation de maïs et la pâte fermentée de manioc « placali ». Cette attitude est rapportée par *Gouékangouiné* gérant de cantine scolaire en ces termes : « *il y a des élèves même lorsque nous avons fini la collecte des fonds et qu'ils se rendent compte que c'est du maïs qui est au menu, ils viennent réclamer leur argent* ».

Dans l'ensemble, les membres des groupements de production ont une bonne appréciation du mode de fonctionnement des cantines scolaires, en dépit de certaines contraintes qui ont été évoquées. Il s'agit entre autres, des effectifs trop élevés de rationnaires dans certaines localités et

---

<sup>7</sup> Enquête évaluation, vulgarisation et pérennisation des cantines scolaires dans l'ouest de la C.I, rapport DNCS, Abidjan 2019, p.22

des ruptures de stocks de vivres surtout à la rentrée scolaire. La collaboration entre les membres du groupement et les autres intervenants dans le fonctionnement de la cantine scolaire, elle est jugée bonne.

- **Accès à la terre**

A l'instar de nombreuses régions du pays, les femmes « Dan » et « Wobé » de la région Ouest n'ont pas accès à la propriété foncière. Ce faisant, celles-ci sollicitent l'assistance du chef de village afin de disposer de quelques portions de terres pour la pratique des cultures vivrières. Cependant, il arrive que les femmes héritent de quelques portions de terres laissées par leurs défunts époux.

En revanche, quand la terre leur est cédée par le chef ou une tierce personne, cela revêt un caractère symbolique. En effet, le symbole de « la cola » est pratiqué dans toute la région à savoir que la transaction est faite autour d'une somme allant de 5000 F CFA à 10.000 FCFA/ha comme frais de location pour une période s'étalant d'un (01) à deux (02) ans au plus. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une spéculation comme le manioc, les frais de location peuvent avoisiner les 15.000 FCFA voire plus, en raison de la durée de production de cette culture qui est d'un an. Aussi, faut-il signaler que cette spéculation entraîne le risque d'appauvrissement des sols après une année d'exploitation.

Les femmes des groupements de production qui alimentent les cantines scolaires, sont soumises aux mêmes principes d'accès à la terre. A ce niveau, pour marquer le caractère symbolique de la transaction foncière, les répondantes affirment qu'après les récoltes, un repas est partagé entre les deux parties pour sceller la fraternité.

Pour terminer, il faut noter que les groupements de femmes chargés de l'approvisionnement des cantines scolaires de la région Ouest du pays, connaissent plus ou moins des

difficultés d'accès à la terre. Toutefois, cette préoccupation ne saurait constituer une entrave majeure à l'activité de production des groupements de femmes.

- **Autonomie dans la gestion des groupements de femmes**

Il ressort de l'étude que, seules les femmes des groupements ont toute la latitude de la gestion et la prise de décisions qui engage la vie du groupe. En outre, la gestion et la prise de décisions se font selon le mode du consensus. Les hommes en minorité dans les groupements n'ont aucune influence sur la gestion et la prise de décisions. Bien plus, les femmes soutiennent que depuis la création des groupements de production, elles sont dorénavant associées à la prise de décisions engageant leurs communautés.

## ***II.2 Impact des cantines scolaire sur les bénéficiaires***

- **Scolarisation**

Sur l'ensemble des trois années scolaire (2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019), l'effectif des garçons est de 8398 contre 6373 pour les filles. Pour mieux appréhender l'évolution des effectifs dans l'ensemble, l'analyse a porté sur le ratio filles/garçons au niveau du CP1. La comparaison des effectifs sur les trois années scolaires présente une augmentation du ratio d'une valeur de 0,82 à 0,93.<sup>8</sup> Les raisons qui expliquent cette situation sont liées d'une part, à la campagne de sensibilisation initiée par le Ministère de l'Education Nationale et l'UNICEF sur la scolarisation de la jeune fille dans la région Ouest du pays. D'autre part, l'ouverture de plusieurs cantines solaires dans la zone Ouest est évoquée par les différents partenaires du système éducatif, comme

---

<sup>8</sup> DREN (Direction Régionale de l'Education Nationale) de Man (chef-lieu de région ouest), le rapport annuel des activités régionales de l'enseignement primaires, Man, 2019, p. 19

principal facteur explicatif de l'évolution des effectifs des apprenants.

- **Taux de redoublement**

En ce qui concerne du taux de redoublement, la situation des trois années scolaires se présente comme suit : selon les données recueillies auprès de la DREN de Man (chef-lieu de région), le taux de redoublement des élèves pour l'année scolaire 2016-2017 est de 14,22%, alors que celui de l'année scolaire 2017-2018 s'élève à 10,44%. Quant à l'année scolaire 2018-2019, elle a été marquée par un taux de redoublement de 9,66%. Cette régression du taux de redoublement au fil des années scolaires est liée en grande partie à l'ouverture des cantines scolaires dans les zones qui en sont dépourvues et au soutien des groupements de femmes qui les approvisionnent en nourriture.

Le taux de redoublement chez les filles sur l'ensemble des trois dernières années est de 10,32%. Cependant, ce taux est moins élevé que celui des garçons qui est de 11,44%. Cette situation résulterait du surnombre des effectifs des classes car, selon les données recueillies auprès de la DREN de Man, l'on enregistre une moyenne de 53 élèves par classe au niveau de la région.<sup>9</sup>

- **Taux d'abandon**

La majorité des enseignants et responsables d'écoles rencontrés, soutient que le taux d'abandon a été considérablement réduit au cours de ces trois dernières années scolaires. Dans l'ensemble, le taux d'abandon de ces trois dernières années s'élève à 2,9% et se répartit comme suit : filles 3,43% et garçon 2,92%. Le taux d'abandon élevé

---

<sup>9</sup> DREN (Direction Régionale de l'Éducation Nationale) de Man (chef-lieu de région ouest), le rapport annuel des activités régionales de l'enseignement primaires, Man, 2019, p. 22



au niveau des jeunes filles serait lié aux mauvais résultats scolaires.<sup>10</sup>

A l'analyse, il ressort que dans l'ensemble la cantine scolaire a permis de maintenir les élèves à l'école. Toutefois, les taux d'abandon observés seraient liés en grande partie à la migration des parents d'élèves vers d'autres régions en quête de nouvelles terres cultivables.

#### ▪ Taux de réussite à l'école

D'une manière générale, tous les enseignants rencontrés lors de la visite des sites, s'accordent pour reconnaître que la présence de la cantine scolaire a significativement amélioré le taux de réussite aux examens soit 10,56% (2016-2017), 11,24% (2017-2018) et 15,62% (2018-2019) pour les évaluations. Ce qui nous donne un taux de progression de 47,91%.<sup>11</sup> *A.F Directeur école (Bogouiné 2) affirme : « Chez-moi par exemple, l'année passée (2018-2019) j'ai fait 95% à l'entrée en sixième ».* Cette opinion soutenue par les enseignants de la région.

Pour établir la corrélation entre la fréquentation de la cantine scolaire et le taux de réussite, le Directeur de l'école primaire de Kouèpleu 2 a constitué un échantillon de 37 élèves de la classe de CP1 qui mangent régulièrement à la cantine sur un total de 58, dès sa prise de fonction en 2014. Sur les 37 élèves qui mangent régulièrement à la cantine scolaire, un effectif de 34 élèves est parvenu à la classe de CM2. En revanche, parmi les 21 élèves qui ne mangent pas à la cantine, seul un effectif de 12 élèves est parvenu à la classe de CM2. Au terme de l'expérience en juin 2019, l'on a pu constater que sur les 34 élèves qui mangent régulièrement à la cantine scolaire, 33

---

<sup>10</sup> Idem, Man 2019, p.25

<sup>11</sup> DREN (Direction Régionale de l'Éducation Nationale) de Man (chef-lieu de région ouest), le rapport annuel des activités régionales de l'enseignement primaires, Man, 2019, p. 37

sont admis à l'entrée en sixième. En revanche, sur les 12 élèves qui ne mangent pas à la cantine scolaire, seulement 5 sont admis à l'entrée en sixième.

Cette expérience enrichissante démontre que les rationnaires de la cantine scolaire ont un taux réussite élevé aux différentes évaluations scolaires en raison du maintien des élèves à l'école, ce qui réduit considérablement le taux d'absentéisme. En effet, étant en zone rurale, certains élèves sont contraints de rejoindre régulièrement leurs parents aux champs à midi pour le déjeuner avant la reprise des cours dans l'après-midi. Cette situation a occasionné de nombreux abandons chez les élèves qui ne mangent pas à la cantine scolaire.

#### ▪ **Lutte contre la faim**

Les intervenants de l'école ainsi que les membres des groupements de production, relèvent que la cantine scolaire a permis d'assurer l'équilibre alimentaire des élèves. Pour illustrer cette opinion les membres de certains groupements de production affirment que : *« les élèves n'ont plus à parcourir de longues distances pour rejoindre leurs parents dans les champs afin de manger et regagner l'école dans l'après-midi. Ce qui occasionnait les nombreux retards, les abandons et les mauvais résultats scolaires » Femmes de TrinléDéaplen.* Bien plus, la cantine scolaire a permis d'inculquer de nouveaux comportements d'hygiène corporelle aux élèves. Au-delà des enfants, les groupements de production en tant que catalyseurs des cantines scolaires ont contribué à faire reculer la faim au niveau des communautés rencontrées. Selon les femmes des différents groupements de production, la création des groupements en vue de l'approvisionnement des cantines scolaires, a permis non seulement de subvenir aux besoins alimentaires de leurs enfants mais aussi à ceux de toute la famille. Aussi, ces femmes soutiennent-elles que dorénavant après

L'approvisionnement de la cantine scolaire, elles disposent de vivres pour la consommation domestique d'autant que le surplus est destiné à la commercialisation. La présence des groupements de production des femmes constitue un maillon essentiel dans la lutte contre la faim au niveau des communautés rurales.

▪ **Lutte contre la pauvreté**

La perception qu'ont les bénéficiaires de la lutte contre la pauvreté s'inscrit dans un contexte de paupérisation généralisée au sortir de la crise post-électorale qu'a vécu le pays. La création des groupements de production des femmes est un levier important de l'autonomisation des femmes de la région Ouest du pays. En effet, les membres des groupements de production ont désormais la possibilité de solliciter l'assistance du groupement en cas de difficultés financières. Et dans ce cas, le groupement procède à un prêt sans intérêt au requérant. De plus, la solidarité au sein des groupements de production recommande que chaque membre ait le droit de se faire assister soit dans l'exécution de ses travaux champêtres soit au cours d'un événement heureux ou malheureux. La création des groupements de production est un soutien aux couches vulnérables, notamment les enfants et les femmes pour lutter contre la pauvreté. Cela, les femmes l'ont si bien compris et l'expriment en ces termes : *« avant on s'attachait trop à nos maris, c'est eux qui faisaient tout pour nous, maintenant nous-même on arrive à se prendre en charge et à aider nos maris » femmes de Mahapleu 3*

La présence des groupements de production a permis aux femmes des groupements de production d'approvisionner non seulement les cantines scolaires mais surtout de pourvoir aux besoins alimentaires des membres de leurs familles.

### **III. Discussion**

La littérature consacrée à la pérennisation cantines scolaires relève de nombreux facteurs limitants. Au titre des conditions défavorables, un accent particulier est mis sur la vision qu'ont les communautés de leurs cantines scolaires. Pour la communauté, l'indisponibilité et le manque d'intérêt de certains parents constituent un frein à leur participation. De plus, le nombre limité de jours de fonctionnement de ces unités alimentaires représente un autre obstacle. Les membres de ces entités alimentaires restent tout de même ambivalents sur les effets sociaux car la rémunération (2346 FCFA par mois en moyenne) de la cantinière est très dérisoire et ne favorise pas la pérennisation. Certains groupements vendent toute leur production sur le marché et refusent d'en livrer à la cantine scolaire. La baisse de la productivité des groupements est liée à la faible pluviométrie et constitue une réelle menace pour les cantines scolaires. Dans certaines régions, l'on observe que les us et coutumes ne permettent pas l'accès à la terre aux femmes. Aussi, l'âge avancé des membres actifs des groupements de production limite-t-il leurs rendements. Au regard de ces facteurs limitants, il faut noter que de manière opérationnelle, la pérennisation consiste à servir des repas 100 jours dans l'année scolaire.

En tenant compte du mode opératoire des cantines scolaires, les résultats de l'étude insistent sur les leviers opérationnels des facteurs de pérennisation des cantines scolaires.

#### **▪ Facteurs de pérennisation**

Les facteurs limitant de l'appropriation et de la pérennisation des cantines scolaires sont les suivants :

- ✓ La prédisposition psychologique des femmes de groupements : celles-ci soutiennent être préparées à

assurer la relève après l'appui des différents partenaires ;

- ✓ Le changement des habitudes culturelles : il consiste à commencer un peu plus tôt que prévu les semis afin de procéder à la récolte pendant la période de la rentrée scolaire (septembre, octobre). Ceci permettra d'approvisionner sans difficulté les cantines scolaires en vivres ;
- ✓ Le passage de témoin aux générations futures : il s'agit pour les femmes d'intégrer leurs jeunes sœurs dans les groupements de production afin d'assurer la relève ;
- ✓ La diversification des activités notamment la commercialisation des produits autres que ceux produits par le groupement ;
- ✓ L'instauration d'une cotisation (augmentation du capital du groupement) en vue de bénéficier d'un prêt auprès d'une structure de micro-finance pour accroître les productions ;
- ✓ Les femmes des groupements s'inscrivent déjà dans une logique de sensibilisation de la communauté afin d'amener les autres femmes à la création de nouveaux groupements de production.

Sur la base de ces différents facteurs de pérennisation des cantines scolaires, la communication sociale devra opter pour une méthode de vulgarisation appropriée en vue de reproduire cette expérience dans les autres régions de Côte d'Ivoire.

▪ **Le modèle de vulgarisation dit « processus d'adoption »**

Dans une perspective de développement, la communication sociale diffuse l'information de manière unidirectionnelle à un large public très hétéroclite.

La vulgarisation est définie comme le moyen de diffuser et d'élargir des compétences et techniques utiles à l'idée que l'on

atteint des objectifs nationaux grâce à l'action sur le terrain. En effet, l'idée qui sous-tend la vulgarisation est celle d'une technique de communication et de diffusion des connaissances qui vise un large public.

Dans le milieu rural, l'on a tendance à utiliser le modèle « dynamique de vulgarisation » car il a été conçu à partir des principes de la formation pour adultes. Il suppose que les publics cibles (tous les adultes) sont motivés et apprennent par eux-mêmes. Par conséquent, les publics cibles cherchent l'information la plus appropriée à leurs besoins et problèmes actuels. Comme tel, ils se servent de cette information ainsi que de leur propre expérience pour décider comment changer leur comportement. Pour tout dire, ce modèle est fondé sur le dialogue social entre les différentes composantes du système. Les techniques utilisées dans ce cas d'espèce par les animateurs sont l'écoute, le dialogue, le conseil et la résolution des problèmes.

Ce modèle est utilisé de plus en plus par les structures spécialisées telles que l'organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'agence nationale d'appui pour le développement rural de Côte d'Ivoire (ANADER). Ces structures spécialisées ont développé la théorie du champ, école et paysans (CEP) qui est un processus d'extension de groupe basé sur la méthode d'éducation informelle de l'adulte. L'une des meilleures expériences de ce modèle est celle de l'association « CIKELAW » de Bobo Dioulasso (Burkina Faso) qui regroupe environ 150 maraîchers en différents groupements d'intérêt commun (GIC). La mise en pratique du CEP à travers le modèle dynamique de vulgarisation a permis de mobiliser de nombreux paysans de différents villages autour des bas-fonds de Bobo Dioulasso pour en constituer une ceinture maraîchère.

Toutefois, la présente étude ne s'inscrit pas dans ce modèle pour la simple raison qu'elle s'appuiera sur une expérience réussie et initiée par la Direction Nationale des Cantines Scolaires (DNCS).

Pour l'étendre à d'autres régions de la Côte d'Ivoire, le modèle du « processus d'adoption » semble approprié à l'intégration et à la pérennisation des cantines scolaires au sein des communautés rurales du pays.

Le modèle du « processus d'adoption » se décline en cinq étapes qui seront conformes aux différents facteurs de pérennisation identifiés.

*Sensibilisation* : la sensibilisation repose toujours sur des publics cibles bien définis. La principale cible de cette étude est surtout constituée de femmes, membres de groupements de production et des élèves. La cible secondaire est constituée de leaders communautaires et religieux, de directeurs d'écoles primaires, de présidents de COGES, des animateurs CESAC/CRESAC ainsi que des chefs de ménages.

La sensibilisation porte principalement sur les femmes qui sont membres des groupements de production à travers les facteurs de pérennisation énoncés. En ce qui concerne la prédisposition psychologique de ces femmes, la sensibilisation se focalise sur le témoignage des femmes de groupements de production à l'endroit des autres femmes des communautés rurales. Les canaux de communication de masse utilisés pour la diffusion des informations à un public plus large sont entre autres les radios (nationales et communautaires), la télévision (nationale) à travers des émissions dédiées au milieu rural agricole telles que « terre et progrès » et « braves paysans ». Afin d'inciter les autres femmes des communautés locales à créer d'autres groupements de production pour soutenir les cantines scolaires, les témoignages des femmes de groupements de production se sont faits à travers la communication interpersonnelle axée sur les réunions de groupes, les causeries débats et les séances de Communication pour un Changement de Comportement (CCC).

Pour ce qui est du changement des habitudes culturelles, le recours aux techniciens agricoles de l'ANADER pour appliquer

le modèle dit « dynamique de vulgarisation ». En effet, il s'agit pour les techniciens agricoles de procéder à la formation des adultes. Ils supposent que le public cible (femmes de groupements de production) et tous les autres adultes sont motivés et apprennent par eux-mêmes. Ainsi, les femmes des groupements de production se sont servies de l'innovation ainsi que de leur propre expérience, pour décider de la manière de changer leur comportement. Les techniques à promouvoir par les techniciens agricoles, dans le cas d'espèce, sont : l'écoute, le dialogue participatif, le conseil et la résolution pratique des problèmes. Dans l'optique d'une large diffusion de cette innovation au sein de la communauté concernée et au niveau des autres régions du pays, la radio (communautaire et nationale) s'est avéré être le support de communication le plus approprié.

Cette même technique de vulgarisation a porté également sur la diversification des activités notamment la commercialisation d'autres produits agricoles (l'arachide, les ignames, les patates, etc...) autres que ceux produits par les groupements de production. Les femmes des groupements de production ont bénéficié de cette formation pour adulte relayée par les radios communautaires ainsi que la radio nationale.

Dans cette même perspective, les femmes des groupements de production ont eu recours à la sensibilisation sur l'un des facteurs importants de pérennisation des cantines scolaires à savoir le passage de témoin aux générations futures. En effet, les femmes des groupements de production soutenus par les leaders communautaires ont utilisé deux approches de la communication (interpersonnelle et médiatique) pour la sensibilisation de leurs cadettes ainsi que des autres femmes. En ce qui concerne la communication interpersonnelle, les techniques utilisées sont les séances de causeries débats, les réunions formelles. Pour ce qui est de la communication médiatique, les femmes de groupements de production ont été encadrées par les techniciens agricoles de



PANADER. Ceux-ci ont organisé des émissions de sensibilisation enregistrées et diffusées par les radios communautaires régionales ainsi que la station de la radio nationale afin de couvrir les autres régions du pays.

*Intérêt* : Cette étape consiste à donner des informations plus détaillées afin que l'intérêt du public cible grandisse et qu'il cherche plus d'informations relatives à l'innovation. Les femmes des groupements de production ont perçu l'intérêt de se mettre en groupements pour produire afin de subvenir aux besoins alimentaires des cantines scolaires et de ceux de leurs familles respectives. Cela se traduit par leur prédisposition psychologique à préparer la relève en intégrant leurs jeunes sœurs dans les groupements de production ainsi que la promotion de la création de nouveaux groupements de production par d'autres femmes. De toute évidence, l'intérêt de cette activité de production pour les femmes de la région ouest du pays, grandit d'autant qu'elles ont développé en leur sein des facteurs de pérennisation devenus une sorte de leitmotiv pour elles.

*L'évaluation* : A ce stade, il s'agit d'encourager et de satisfaire l'intérêt des publics cibles afin de les aider à l'évaluation préliminaire. Cela se fait grâce à des documents appropriés (supports de communication, supports vidéo ou visuels, etc.) ainsi que des séances de discussion. Dans le cas d'espèce, les femmes des groupements de production de la région Ouest ont évalué leur potentiel de création et de mise en exécution des groupements de production sur une période du calendrier agricole. L'expérience de ces groupements de production jugée satisfaisante a amené les femmes de ces localités à encourager la création de nouveaux groupements de production par d'autres femmes. En d'autres termes, ces femmes se sont inscrites dans une logique de pérennisation de cette expérience enrichissante. Pour tout dire, les femmes des groupements de production sont prédisposées à rééditer l'expérience du travail en collectivité.

*L'essai* : A ce niveau, la majorité du public cible est sensibilisée à l'innovation. Pour ce faire, elle décide de passer à l'action en procédant à l'essai de l'innovation. Il ressort de ce fait, que la localité de Mangouin a enregistré au cours de l'année 2019, la création de deux nouveaux groupements de production de femmes. La localité de Fagnampléu a également enregistré la création de deux groupements au titre de la même année. Au cours du dernier trimestre de l'année 2019, un groupement de production a été créé au niveau de la localité de « Yéalé » dans le département de Danané. Force est de constater que l'expérience des groupements de production des femmes, a été reproduite dans certaines localités de la région.

*L'adoption* : cette dernière phase consiste pour le public cible à utiliser l'idée nouvelle ou l'innovation à l'échelle commerciale. En d'autres termes, il s'agit dans le cas d'espèce d'amener les femmes des groupements de production à exporter l'expérience nouvelle vers les autres régions du pays. A ce titre, elles ont une expertise à développer et à vendre auprès des consœurs des autres régions du pays. Dans la pratique, ces femmes viennent en appui aux techniciens agricoles aux cours des séances de formation pour adultes au niveau des autres régions de la Côte d'Ivoire. En guise d'illustration, un groupe de femmes « Dan », membres des groupements de production de la localité de « Blolé » à l'Ouest de la Côte d'Ivoire est allé partager son expérience des groupements de production avec leurs consœurs de la région centre du pays notamment les femmes de la localité de « Diabo ». Cette expérience participative de collaboration des femmes de l'Ouest, a fait l'objet d'une production d'émissions radio et de télévision qui a été largement diffusée à travers de nombreuses stations de radios communautaires ainsi que la radio nationale. En outre, une lucarne spéciale a été consacrée à cette expérience de collaboration des femmes paysannes ivoiriennes à travers la

célèbre émission nationale télévisée du milieu rural intitulée : « Braves paysans ».

Le caractère commercial de l'adoption a consisté pour le public cible à partager l'idée nouvelle ou l'innovation non seulement avec les femmes des groupements de production des autres régions du pays mais aussi avec l'ensemble des communautés rurales.

## **Conclusion**

Au terme de cette étude, il convient de tirer les leçons de certains indicateurs d'évaluation tels que l'efficacité, l'efficience, l'impact, la pertinence et la pérennisation.

En matière d'efficacité, il faut retenir que les différents groupements de production parviennent à assurer l'approvisionnement permanent des vivres communautaires au niveau des cantines scolaires dans une proportion de plus de 70%.

Pour ce qui est de l'efficience, il ressort qu'au regard des résultats obtenus, les moyens techniques et financiers attribués aux groupements de production ont été utilisés avec efficience d'autant que les rendements des productions agricoles ont connu une augmentation significative au terme des trois années d'exercice.

S'agissant de l'impact du projet PIP/CS sur les cibles, force est de reconnaître que la présence des cantines scolaires a eu un impact positif indéniable sur les résultats scolaires des élèves de la région Ouest du pays en témoignent les indicateurs d'évaluation scolaire. Pour ce qui est de l'augmentation des effectifs, l'on enregistre désormais une moyenne de 53 élèves par classe. Le taux de progression de réussite aux évaluations et examens est de 47,91% alors que le taux d'abandon est de 2,9% chez les garçons contre 3,4% chez les filles. Quant aux femmes des groupements

de production, le projet a substantiellement amélioré leur condition de vie car dorénavant elles disposent de nourriture pendant toutes les périodes de l'année contrairement aux années d'avant-projet.

En termes de pertinence, les moyens mis pour l'exécution du projet et les objectifs poursuivis sont en adéquation, même si les efforts doivent se poursuivre dans ce sens. En d'autres termes, la pertinence est bien perçue par les femmes des groupements de production d'autant qu'elles ont une opinion d'anticipation relative aux conditions de pérennisation du projet notamment par le passage de témoins aux générations futures.

En définitive, le modèle de vulgarisation du « processus d'adoption » conformément aux facteurs de pérennisation identifiés a permis de partager cette expérience participative des femmes des groupements de production de l'Ouest de la Côte d'Ivoire avec celles des autres régions du pays.

## Bibliographie et webographie

**BELLAT MARIE DURU** (2003), "*inégalités sociales à l'école et politiques éducatives*", UNESCO-Paris, édition PUF, 99 p.

**BUNDY JUKES et al** (2009), "*repenser l'alimentation scolaire : filet de protection social, développement de l'enfant et secteur de l'éducation*", Banque Mondiale, 124 p

**CARTON GUNTER** (1993), trois ans après l'éducation pour tous à l'école, dimension 3 le journal de la coopération Belge 16 p. Consulté le 12 mars 2020 sur le site [www.coopbelge.com](http://www.coopbelge.com)

**CIRES** (2012), projet de consolidation du processus de pérennisation des cantines scolaires dans les zones d'insécurité alimentaire, Abidjan, 67 p

**CNA** (2017), les enjeux de la restauration collective en milieu scolaire, Paris, édition Flammarion, 123 p. Consulté le 23 février 2020 sur le site [www.cna.fr](http://www.cna.fr)

**DIARRASSOUBA. MAMADOU** (2010), évaluation projet de pérennisation des cantines scolaires en zone ouest, 100 cantines scolaires, rapport final d'évaluation, PNUD, Côte d'Ivoire, 81 p

**DNCS** (2016), en route pour la pérennisation des cantines scolaires : les conditions de pérennisation des cantines scolaires en Côte d'Ivoire, rapport

d'évaluation, Abidjan, 85 p. Consulté le 24 janvier 2020 sur le site [www.directcantines.ci](http://www.directcantines.ci)

**DNCS** (2012), stratégie nationale de l'alimentation scolaire en Côte d'Ivoire, abidjan, DCS, 67 p. Consulté le 27 janvier 2019 sur le site [www.directcantines.ci](http://www.directcantines.ci)

**FOFANA MAMADOU et al** (2007), analyse de la pauvreté alimentaire au Mali, ODHD/PNUD, Bamako, 83 p. Consulté le 10 mars 2020 sur le site [www.undp.org](http://www.undp.org)

**INS** (2016), enquête de base des cantines scolaires EBCS 2016, rapport d'enquête, Abidjan, programme MGD, 49 p

**KARAMOKO VASSEKO** (2013), les cantines scolaires en Côte d'Ivoire : idéologie et pratique des acteurs, thèse de doctorat unique 2012-2013, UFR Sciences de l'homme et de la Société, département de Sociologie, UFHB, 235 p

**MAUREEN MAGEE** (2013), cantines scolaires au Bénin : pour améliorer l'inscription et la rétention des élèves en partenariat avec l'association des parents d'élèves, Cotonou, CRS, 112 p. Consulté le 13 février 2020 sur le site [www.crscantines.org](http://www.crscantines.org)

**PAM et CNCS** (2013), stratégie de pérennisation de l'alimentation scolaire au Mali, Bamako, CNCS, 36 p. Consulté le 4 mars 2020 sur le site [www.strategiecncs.org](http://www.strategiecncs.org)

**PAM, UNESCO, OMS** (1993), manuel d'alimentation scolaire, OMS, UNESCO, PAM, 82 p. Consulté le 4 mars 2020 sur le site [www.strategiecncs.org](http://www.strategiecncs.org)

**PNSA 2006-2015** (2005), programme national de sécurité alimentaire, CSA, Paris, 79 p. Consulté le 12 avril 2020 sur le site [www.pnsacsa.org](http://www.pnsacsa.org)

**RQIS** (2011), favoriser l'émergence et la pérennisation des innovations sociales au Québec, édition Flammarion, 69 p

**UNICEF- DCS** (2011), guide de mise en place et de gestion de cantines scolaires, investissons pour un environnement scolaire productif, Dakar,

**UNICEF**, 48 p. Consulté le 17 avril 2020 sur le site [www.unicef.org](http://www.unicef.org)